

C'est le moment ou jamais

Mettons la pression !

Se servir des leçons du passé

● **Un mouvement qui gagne.** Lors du grand mouvement social dans l'Education nationale en Seine-Saint-Denis, au printemps 1998, le conseil régional d'Île-de-France a dû céder, après plusieurs semaines de lutte, et onze manifestations monstres. Un plan d'urgence a été adopté pour rénover les lycées et collèges de ce département sinistré pour l'Education nationale. Mais l'unité dans la lutte avait été préservée : lycéens, profs, et même parents d'élèves s'étaient battus ensemble pour exiger une égalité des moyens avec les autres départements.

● **Un mouvement qui perd.** Lors du mouvement lycéen d'octobre 98, rien de tel n'a vu le jour. A l'occasion d'une mobilisation sans précédent depuis 1993, les profs sont restés d'une apathie stupéfiante, malgré les insultes dont Allègre les abreuvait. Résultat : insuffisamment de force. Après le retournement de veste prévisible de la FIDL, le mouvement s'est divisé et enlisé. Il faut solliciter tous les acteurs de l'Education nationale : lycéens, étudiants, profs, parents d'élèves, **tous ensemble pour stopper la politique libérale du gouvernement dans l'Education nationale.**

Changer l'école ne suffit pas, c'est toute la société qu'il faut changer !

Refusons ce système scolaire à plusieurs vitesses, **refusons les inégalités** entre lycées riches et lycées déshérités, les inégalités entre lycées professionnels et lycées généraux, qui préfigurent les inégalités sociales sur lesquelles est fondée notre société. Cela veut dire qu'il faut gagner plus de moyens, mais aussi qu'il faut revaloriser l'enseignement pro, et casser la hiérarchie instituée entre enseignement manuel et enseignement intellectuel.

L'"école de la République", c'est avant tout **un parcours sélectif**. A l'arrivée, les "meilleurs" auront vocation à former la classe dirigeante. La grande majorité des autres, sortis plus ou moins diplômés du système scolaire, ira rejoindre les gros bataillons des sans-grade, travailleurs et chômeurs. Aussi, même si nous gagnons le combat pour l'"égalité des chances à l'école", ce ne sera pas suffisant : cela n'empêchera pas la reproduction de la hiérarchie entre classes sociales. Alors il faut aller jusqu'au bout de la logique : **changer l'école ne suffit pas, c'est toute la société qu'il faut changer !**

**Aujourd'hui nous demandons l'égalité des chances,
demain nous réclamerons l'égalité économique et sociale !**



Autonomie et vigilance

Le mouvement doit rester sous le contrôle de l'ensemble des lycéens. Vigilance donc à l'égard de la FIDL et de l'UNL, faux syndicats et vrais satellites du PS. En Octobre 98, pour diviser le mouvement, Allègre avait rencontré la FIDL en tête à tête et, après quelques vagues promesses, celle-ci avait appelé à "rentrer en classe". Aussitôt les médias proclamaient que le mouvement serait bientôt fini, malgré la vraie Coordination nationale qui, elle, souhaitait poursuivre la lutte. Ces pseudo-syndicalistes, de mèche avec le gouvernement, ne représentent qu'eux-mêmes. Seuls les syndicats véritablement indépendants doivent avoir voix au chapitre. Seules les coordinations locales et une coordination nationale élue doivent légitimement représenter ce mouvement, s'il veut rester unitaire.

Alternative libertaire, BP 177, 75967 PARIS Cedex 20 - www.multimania.com/altliber

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire
- Je souhaite recevoir deux exemplaires gratuits du mensuel *Alternative libertaire*
- Je souhaite m'abonner au mensuel *Alternative libertaire* (90F pour un an)

Adresse locale :

**Alternative
Libertaire**